

Investissement fédéral et structuration syndicale : interpellation des SD de la FSU IdF pour alimenter les débats à venir

Les élections étant derrière nous, le moment est venu de relancer une discussion sur la structure de notre fédération et sur son fonctionnement... surtout au regard des résultats du scrutin.

En effet, depuis des années, nous avons l'occasion de poser la question de l'équilibre du trépied fédéral dont le pied départemental semble si rétréci qu'au final tout le monde s'assoit dessus.

Pourtant, de congrès en congrès, les SN ont tendance à s'accorder avec les courants de pensée pour reconnaître l'importance de l'échelon local, des CDFD, des BEFD et des CFR... avant de les désertir assez rapidement en attendant le congrès suivant. Il n'est plus possible de continuer ainsi.

Il n'est pas question de jouer les donneurs de leçons, ni de « dénoncer » des camarades des SN qui ne comptent pas leurs heures pour que le syndicalisme surnage tant bien que mal dans un paysage politique de plus en plus compliqué. Seulement, au regard de notre quotidien de SD, nous constatons qu'un seuil est en train d'être franchi, celui d'un fédéralisme virtuel, de plus en plus hors sol, qui s'auto-construit dans l'urgence et sans pouvoir faire le lien entre les réflexions des uns et des autres.

Nous avons le sentiment, vu de l'Île-de-France en tout cas, que la fédération n'est plus que le supplément d'âme auquel on sacrifie à reculons quand l'agenda le permet vraiment... ou lorsque l'on ne peut vraiment pas faire autrement.

S'il ne s'agissait que notre ressenti, nous pourrions une nouvelle fois le recouvrir de notre mouchoir, serrer les dents en refileant le bébé à un camarade que le mythe de Sisyphe ne rebuterait pas, un camarade prêt à répéter les mêmes antiennes que nous avec la régularité d'un métronome en constatant que dans secrétaire départemental de la FSU, il y a surtout secrétaire. Seulement, force est de constater que les candidats ne se bousculent pas... du tout, tandis que notre volonté, elle, s'émousse au fil des ans. La relève n'est pas assurée... la continuité non plus, ce qui est révélateur de la profondeur du malaise !

Sans doute que les conditions de travail des SD peinent à attirer le chaland, tant notre quotidien se complexifie pour pallier l'inexistence de certains SN, pour répondre aux attentes de la FSU, pour rester cohérents face aux politiques, pour honorer les rendez-vous multiples en s'auto-mandatant, tout en rédigeant des articles, des déclarations...

C'est pourquoi pour nous les résultats des élections sonnent comme une urgence et doivent nous servir à nous poser les bonnes questions sur l'avenir de la FSU.

Les décalages entre les votes aux CT et aux CAP semble indiquer que pour les collègues, la FSU reste encore une organisation aux contours flous et aux discours inaudibles. On reconnaît des compétences techniques aux SN, on méconnaît les revendications sociétales de la FSU, un peu comme si les deux pouvaient se disjoindre.

Mais comment peut-il en être autrement, lorsqu'en interne même il est impossible de travailler à l'élaboration de positions fédérales ? A l'exemple de ce que nous avons déjà constaté au moment de la réforme de la formation des maîtres... nous regrettons tous qu'il soit si difficile, au niveau départemental, au niveau régional - voire national - d'organiser les débats nécessaires avec l'ensemble des syndicats concernés par une question d'actualité au bon moment.

Peut-être faut-il y voir un indice de la mutation que le syndicalisme connaît ces dernières années, avec un nombre de militants qui tend à diminuer. Nous l'interprétons aussi comme un effet induit de notre propre fonctionnement qui parfois frise la schizophrénie entre syndicats nationaux, tendances et fédéralisme. Cela est d'autant plus regrettable que nous éclairant sur les position de chacun, ces discussions permettraient au contraire des gains de temps. Aussi, à nos yeux, il est primordial que les SN s'investissent davantage dans le fonctionnement fédéral quotidien.

Sans doute faut-il voir aussi dans cette difficulté une autre de nos particularités : la complexité induite par l'organisation territoriales des syndicats de la FSU... structuration qui rend très ardue le fonctionnement des BEFD, des CDFD et autres CFR.

Avec des syndicats structurés départementalement, d'autres académiquement voire dans des contours régionaux spécifiques, la mise en cohérence des actions fédérales relève du défi permanent.

En Île-de-France par exemple, avec 8 départements, 3 académies, la moindre action, la moindre initiative impose des discussions complexes que des réalités locales peuvent venir remettre en question de façon impromptue. Cela offre souvent l'occasion aux autres organisations syndicales de mettre des coins entre les sections départementales et d'instrumentaliser les actions académiques. C'est pourquoi, nous pensons que pour ce qui concerne les syndicats de l'Éducation Nationale, un échelon fédéral académique en lien avec les SD est nécessaire, notamment pour que le premier degré coordonne aussi son action et ses réflexions à cette échelle, mais aussi pour rendre plus cohérent notre travail dans les CTA.

Au niveau régional, de la même façon, il est nécessaire que les SN, sans rien céder de leurs prérogatives, s'intéressent à la cohérence fédérale, notamment dans les rapports avec les élus régionaux. Pour le sérieux de notre image, il est nécessaire que les coordinateurs des CFR, que les SD, soient au courant des rendez-vous, des initiatives des SN, non pour les « contrôler », mais pour ne pas faire la démonstration de nos difficultés de fonctionnement lors de réunions qui trop souvent révèlent cette faiblesse à nos partenaires. Dans cette logique, la place des CFR, vis-à-vis des exécutifs régionaux est aussi à ré-envisager. Ils doivent être le lieu de véritables débats et servir de lien avec les délégations fédérales qui siègent dans toutes les instances régionales (CIAEN, CESER, CREFOP...).

A un moment où la recomposition territoriale est à l'œuvre, il faut sans doute que la FSU s'interroge sur la nécessité de réaliser elle aussi sa « réforme territoriale ! »

Catherine ANGLÉSIO (SD 94) – Denis ANDREOLETY (SD 78) - Marie-Pierre CARLOTTI (SD 92)
François COCHAIN (SD 93) - François CREVOT (SD 95) - Gisèle CUCCO (SD 77)
Jean-Baptiste HUTASSE (SD 91) – Eric SUEUR (SG CFR) – Nicolas WALLET (SD 75)